



LUBRIZOL :

DE LA CATASTROPHE INDUSTRIELLE AU SCANDALE D'ETAT

« Plus encore que les bottes et les masques, il y a le mensonge, le mensonge énorme, le mensonge partout, sans doute le propre des institutions en général, mais la marque de fabrique de ce gouvernement qui, en tous domaines, l'aura porté à des sommets inouïs » [1]

X

Le 26 septembre dernier, vers 2h40 du matin, un incendie s'est déclaré à l'usine Lubrizol, près de Rouen.

C'est un site classé Seveso, c'est-à-dire qui nécessite un haut niveau

de sécurisation car il manipule des produits très toxiques.

9 505 tonnes de produits chimiques ont brûlé.

Mais un mois après la catastrophe les zones d'ombres demeurent :

- D'où est parti l'incendie ?
- Quels produits ont brûlé ?
- Quels sont les risques pour les populations ?
- Quels sont les risques de pollution à long terme ?

Autant de questions qui restent sans réponse, après les pantalonnades du gouvernement.

Des fausses notes dans la communication des autorités

Dans les jours qui ont suivi la catastrophe, ministres et préfet se sont succédés dans les médias pour affirmer :

- qu'il n'y avait « **aucun risque** »
- que la fumée était « **toxique mais pas trop** »
- ou les odeurs « **gênantes mais pas toxiques** »

“

Il n'y a pas d'éléments
qui permettent de penser
que les fumées seraient dangereuses

”

Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, *quelques heures après
le début de la catastrophe*

“

À ce stade les mesures
n'ont pas permis de voir
des polluants préoccupants

”

Agnès Buzyn, ministre de la santé, *le lendemain*

“

La ville est clairement polluée

”

Élisabeth Borne, ministre de l'écologie, *le même jour (!)*

“

Nous sommes à un état habituel
de la qualité de l'air à Rouen

”

Pierre-André Durand, préfet de Seine-Maritime, *le surlendemain de
la catastrophe*

“

elles [les fumées] ne sont pas nocives
elles sont gênantes, voilà.

”

Édouard Philippe, premier ministre, *le 1^{er} octobre*

X

La réalité est sans équivoque

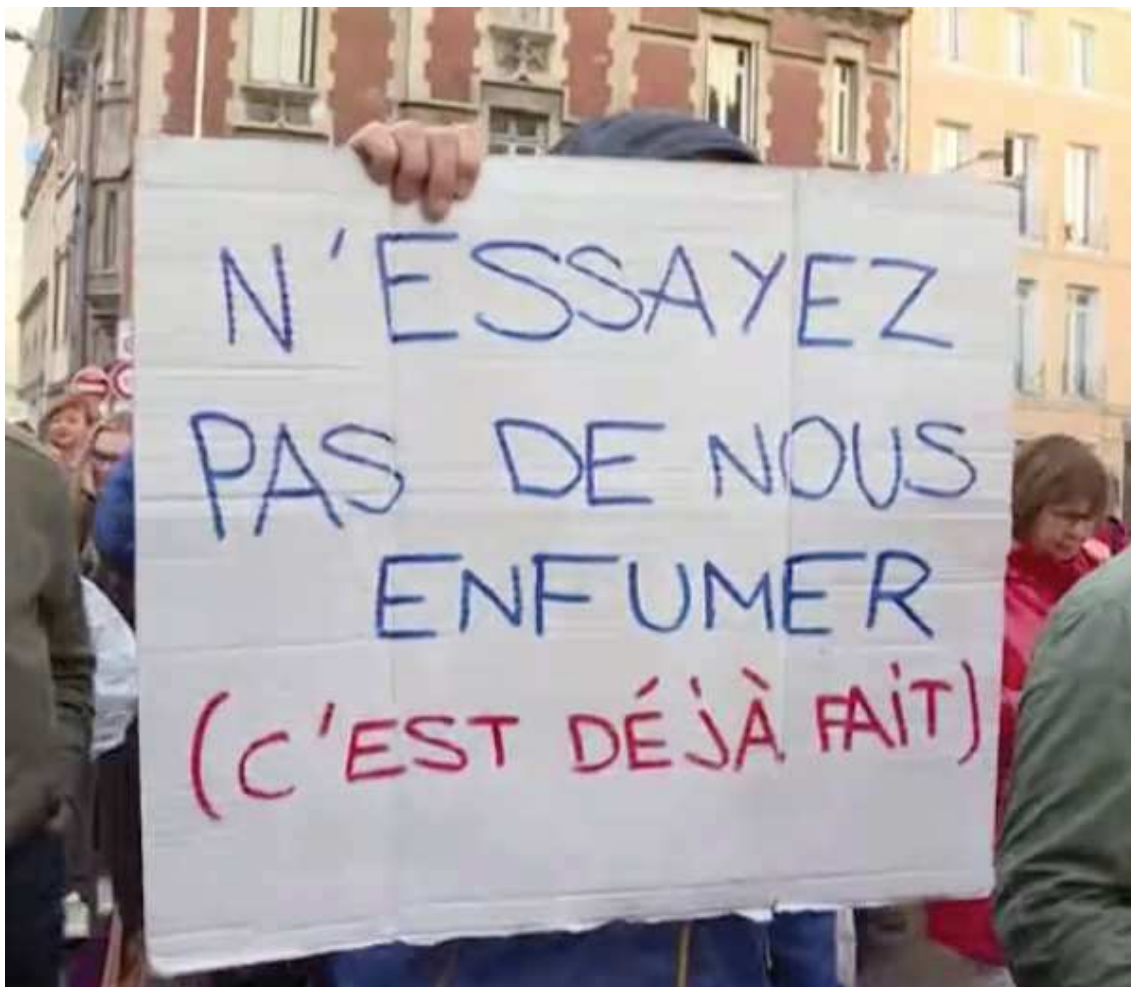
Pendant qu'ils disaient tout et son contraire :

- il pleuvait de la suie noire sur toute la région,
- et des milliers d'habitants de Rouen étaient pris de malaises et de nausées ! [2]



**Pourquoi on n'y croit pas ?
Parce que trop de versions contradictoires nous
ont été données !**

La réaction des habitants est unanime :



Rendez-vous compte :

Depuis le 26 septembre, les 5 ministres qui sont venus sur place ont livré 5 versions différentes !

Et ça continue puisque le PDG de l'usine a déclaré vendredi dernier qu'il voulait rouvrir Lubrizol très vite, ce qui a aussitôt été démenti par la secrétaire d'État à la Transition écologique, Brune Poirson.

Des ratés de com' granguignolesques, qui seraient drôle si des vies n'étaient pas en jeu...

Un péril qui inquiète à raison

On ne parle pas d'une usine de bonbons !

Lubrizol traitait des matières hautement toxiques.

La préfecture finira par lâcher la liste (sans préciser ce qui a brûlé) :

Liste des produits présents dans l'entrepôt LUBRIZOL de ROUEN au moment de l'incendie du 26/9/19

Produits chimiques présents dans les principaux additifs multiusage

Type de produit présent	Proportion	Tonnes
Produits finis : Additif multi-usages	62,88%	3308
Améliorant de viscosité	13,53%	711
Dispersant	4,21%	221
Huile vierge	4,18%	219
Détergent	3,99%	209
Additif anti-usure	3,54%	186
Additif pour carburant diesel	2,47%	129
Abaisseur du point de congélation	2,24%	117
Additif pour le travail des métaux	1,06%	55
Additif pour réduction des frottements	0,60%	30
Solvant	0,51%	27
Autres	0,48%	25
Additif anti-corrosion	0,31%	16
Quantité totale de produit détruite dans l'incendie	5253 tonnes	

Plus limpide tu meurs !

Je n'ai rien pu obtenir de définitif via mes sources, ce qui laisse ouvertes toutes les possibilités pour ce type de site.

En clair :

- **métaux lourds,**
- **dioxynes,**
- **CMR** (produits cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques)
- **HAP** (hydrocarbures aromatiques polycycliques)
- **et autres joyeux cocktails...**

Deux exemples de pollution certaine en disent long :

1. Il est établi que des tonnes d'amiante sont parties en fumée



Or la préfecture, avant même de connaître les résultats des mesures de la teneur en amiante de l'air, a affirmé :

« le retour d'expérience sur ce genre de sinistre (...) montre que le risque de dispersion de fibres est limité par l'effondrement rapide de la toiture ».

Cette assertion sortie du chapeau a fait bondir l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva) qui dénonce « *une contre-vérité manifeste* ».

Au contraire, Alain Bobbio de l'Andeva explique : « *Portées à très haute température les plaques de toitures éclatent et libèrent des milliards de fibres*

d'amiante dans l'air surchauffé. Avec la chaleur, ces fibres montent et peuvent être dispersées très loin. » [3]

Qui en a parlé dans la presse ?

2. L'autre certitude, c'est le plomb



La préfecture a admis qu'il y en a bien dans les fumées et les suies retombées au sol.

Mais elle précise d'emblée que ce plomb ne pouvait pas venir de Lubrizol parce que l'usine n'en exploite pas.

« Ils oublient de dire que c'est une usine construite en 1954, avec toute une structure recouverte de peinture au plomb » rectifie **Gérald Le Corre**, inspecteur du travail.

« Il y a des mensonges par omission » renchérit **Alain Bobbio**, **comme si l'histoire était un éternel recommencement (j'y reviens).**

« On ne parle ainsi que des effets immédiats ou aigus. Mais il y a surtout des cocktails de produits

cancérogènes dont les effets à long terme sont absolument redoutables. »

Face a tant de doutes et au vu des risques le minimum eût été d'appliquer le principe de précaution non ?

La porte ouverte aux Fake news

L'une des conséquences de ces pantalonnades est la défiance de la population échaudée.

La peur alimente les fake news et nourrit les rumeurs alarmistes :



- Les fameux **pigeons morts** qui on fait le tour des réseaux sociaux et affolé nombre d'internautes étaient en réalité un cas isolé. [4]
- Idem avec les **eaux troubles** : c'était un problème isolé, car les réseaux d'eaux avaient été coupés de l'extérieur par précaution [5]

Mais il était trop tard : le mal était fait !

X

Les Français en quête de vérité

L'enquête, elle, est au point mort :

Elle a initialement été confiée au parquet de Rouen mais celui-ci s'en est dessaisi au profit du pôle de Santé Publique du parquet de Paris.

[6]

L'Etat a par ailleurs annoncé la mise en place d'une enquête de santé dans 215 communes juste avant ce week-end.

Elle devrait compléter celle lancée le 14 octobre dernier.

Mais élus locaux et militants écologistes estiment qu'il est déjà trop tard !

Face à une affaire aussi grave je vous propose une petite enquête.

Elle va nous mener plus loin que vous ne pourriez le penser.

Je cite toutes mes sources, que vous retrouverez au bas de cette page.

Accrochez-vous : même sans fumées vous pourriez être pris de nausées...

→ **POMPIERS : “On était juste avec des protections de papier”**

Plusieurs pompiers étant intervenus sur le site se sont plaints de nausées, vomissements, maux de tête, diarrhées.

« On a tous des symptômes » confie un pompier peu après la catastrophe. [7]

Un de ses collègue précise :

« L'odeur était effroyable. On pataugeait dans une flaque de 10 centimètres d'hydrocarbures. On ne ressent pas d'effets secondaires pour le moment, hormis la toux. Je suis intervenu jeudi matin à partir de 8 heures sur l'incendie à l'usine Lubrizol et aujourd'hui je tousse, comme mes collègues » [8]

Des analyses seront faites sur ces soldats du feu qui ont bravé l'incendie au péril de leur vie avec des protections dérisoires.

C'est bien ? attendez la suite...

« On me dit que mes résultats d'analyses me sont inaccessibles » confie un pompier désabusé mi-septembre... [9]

Puis lorsque mi-octobre les résultats de 6 pompiers tombent et révèlent des anomalies hépatiques, la ministre de la santé, Madame Agnès Buzyn sous-entend que **c'est peut-être dû à des raisons extérieures à l'incendie sur lequel ils sont intervenus...** [10]

A-t-on jamais vu un tel niveau de cynisme ?

→ **POLICIERS : des masques à gaz pour les forces de l'ordre**

Pendant que les pompiers luttent contre l'incendie avec des protections de papier, policiers et gendarmes, eux, utilisaient leurs masques à gaz pour contenir la grogne populaire ! [8]

Ce décalage a évidemment suscité l'incompréhension totale de la population.

Un degré de plus est franchi dans la surenchère cynique.

Mais pas le dernier, hélas...

→ **ELUS LOCAUX : la voix de populations désemparées**

Les élus locaux sont dans le noir complet et critiquent un silence *« générateur d'anxiété »* [11]

Le maire de Sotteville-sous-le-Val par exemple, confiait fin septembre :

« Ce n'est pas suffisant de nous annoncer qu'il n'y a pas de "toxicité aiguë". Parce que nous, on en déduit évidemment qu'il y a tout de même une toxicité. Mais on ne peut pas toujours être en train de deviner ce qu'on ne nous dit pas » [11]

→ PRESSE LOCALE CONTRE NATIONALE : survie contre audimat

Cynisme absolu des grands médias, là encore.

Avez-vous remarqué comme Lubrizol a disparu des écrans sitôt l'annonce du décès de Jacques Chirac ?

« Putain Chirac est mort. On va plus nous prendre (en direct) » lâche dans le feu de l'action une journaliste de LCI. [12]

« C'est bon on peut décrocher » résume une correspondante de BFMTV. [12]

Même pas de solidarité pour leurs collègues locaux :

L'antenne locale de France 3 a été évacuée le 27 septembre après que plusieurs salariés aient été pris de nausées et de vomissements !

« J'étais en salle de montage. La DRH est passée dans la rédaction pour nous dire de ne pas hésiter à aller consulter si on ne sentait pas bien. Une heure plus tard, à 11 h 20, on a reçu un mail de notre directeur régional nous demandant d'évacuer "pour préserver la santé des salariés"» [13]

Béatrice Rabelle, journaliste à France 3, 27 septembre

→ SOCIÉTÉ CIVILE : les "petites gens" livrés à eux-même

Les riches fuient la ville, les pauvres n'ont pas d'autre choix que de rester.

C'est le sentiment exprimé crûment par une habitante.

Certains hébergent leurs proches qui habitent près du lieu de la

catastrophe, mais quand pourront-ils les laisser rentrer sans risque ?

Mardi 1^{er} octobre dix camarades de sa fille ont dû être évacués de l'école primaire pour cause de migraines et vomissements.

Cette mère désemparée témoigne :

« À quoi j'expose ma petite ? À quoi l'État l'expose ? Toutes ces questions me polluent le crâne. Il nous faut des réponses convaincantes. Il ne faut pas nous endormir. La vie ne doit pas reprendre son cours aussi facilement. » [9]

→ **GOUVERNEMENT : une seule réponse qui les vaut toutes**

L'échelle de Richter s'arrête à 9 degrés de magnitude.

L'échelle du cynisme, elle, n'a pas de limite.

Quand on lui demande ce qu'elle aurait fait si elle avait été rouennaise, la porte-parole du gouvernement réponds avec un cynisme proverbial :

“

Moi, je serais restée
parce que je suis quelqu'un d'un
peu rationnel, j'essaie de faire
confiance dans les gens qui savent,
ce sont des experts

”

Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement, au micro de Jean-Jacques Bourdin, **le 3 octobre**

On croirait entendre un commissaire du peuple, tout sourire, juste avant d'évacuer d'urgence sa famille de Pripiat irradiée !

Ça ne vous rappelle rien ?

Un Etat qui ment au détriment de la santé de ses concitoyens...

Un Etat qui minimise l'impact d'une catastrophe industrielle...

Ça clignote dans ma tête :

TCHERN BYL

Certes on est loin de l'ampleur de la catastrophe nucléaire soviétique.

Mais le mécanisme est exactement le même !

Souvenez-vous...

On se demande aujourd'hui comment on a pu croire à cette idée ridicule d'un nuage s'arrêtant miraculeusement à la frontière.

Le fameux « STOP » présenté par la Brigitte Simonetta lors du bulletin météo sur antenne 2, seulement 4 jours après la catastrophe :



Aucun responsable politique de l'époque n'a émis la moindre mise en garde :

- ni le ministre de la santé d'alors, *Michèle Barzach*,
- ni celui de l'agriculture, *François Guillaume*,
- ni celui de l'intérieur, *Charles Pasqua*,
- ni même le premier ministre de l'époque, un certain... *Jacques Chirac*.

Le 6 mai, soit une semaine après le passage du nuage au dessus de la France, François Guillaume déclarait :

« Le territoire Français en raison de son éloignement, a été totalement épargné par les retombées de radionucléides consécutives à l'accident de Tchernobyl » [14]

On croirait entendre le préfet de Seine Maritime...

En 1986 sa sainteté du corps médical rassurait les populations

Aujourd'hui les médias ont gagné suffisamment d'importance pour se substituer à toute preuve scientifique.

À force de seriner les même informations en boucle 24h sur 24h les chaînes d'info parviennent à saturer nos cerveaux.

En mai 1986, on prenait encore la peine d'envoyer un médecin pour rassurer les bonnes gens que nous sommes.

Début mai, le docteur Pellerin était catégorique, il affirme à la télé, droit dans ses bottes :

« Ça ne menace personne actuellement, sauf peut-être dans le voisinage immédiat de l'usine et encore, c'est surtout dans l'usine que je pense que les russes ont admis qu'il y avait des personnes lésées » [15]

“et encore” ?!

“lésées” ?!

Que d'euphémismes, que d'affirmations sans fondements !

Ce genre de propos laisse songeur de la part d'un homme qui a prêté le serment d'Hippocrate...

Ce discours, porté avec assurance et autorité à l'époque, fait sourire de nos jours.

Et pourtant, c'est exactement le même que tient le préfet de Seine-Maritime aujourd'hui :

Notamment lorsqu'il affirme que les analyses réalisées *« font apparaître un état habituel de la qualité de l'air sur le plan sanitaire »*, à l'exception du site de Lubrizol lui-même précise-t-il...

Bis repetita